

Jürgen Moltmann, un témoin, un survivant, un novateur

par **Patrick C. Goujon**

Jürgen Moltmann (1926-2024) pensa la théologie d'une manière telle que son œuvre possède encore aujourd'hui, bien au-delà de l'Europe, une grande force d'interrogation. À quoi cela tient-il ? Certes, au vingtième siècle, Moltmann n'est pas le seul théologien dont l'influence est pérenne. Ses aînés de vingt ans, Balthasar (1905-1988) et Rahner (1904-1984), font figure de classiques. Parmi les réformés, Karl Barth (1886-1968) constitue la référence. On continue de revenir vers les uns et les autres non seulement pour en approfondir la connaissance, mais aussi pour affronter les questions que la foi pose aujourd'hui. Il faudrait aussi signaler les exégètes allemands qui ont profondément renouvelé l'intelligence des Écritures, parmi eux von Rad (1901-1971) dont les travaux sur l'Ancien Testament orientèrent les recherches de Moltmann. L'intérêt porté de nos jours à Moltmann, à l'heure où l'on célèbre le centenaire de sa naissance, ne tient-il pas cependant à ce que, devenu une référence lui aussi, il compte surtout parmi les témoins du vingtième siècle, de ses tragédies historiques et de sa capacité à s'en être relevé, humainement et par la pensée ?

Enrôlé malgré lui très jeune dans les armées nazies de la Deuxième Guerre mondiale, prisonnier de guerre, de retour dans une Allemagne détruite par les bombardements alliés et désormais divisée en deux pays, symboles des affrontements sourds de la Guerre Froide, Moltmann fait de la théologie parce qu'il est un « survivant ». Dietrich Bonhoeffer (1906-1945) avait été un résistant dont la vie et les convictions furent sacrifiées ; Moltmann décida de ses engagements ecclésiaux au retour de la guerre. Il rejoignit le camp de celles et ceux qui ne se contentèrent pas de déclarer « Plus jamais cela ! », promesse qui risque bien d'aveugler quant aux nouvelles menaces qui surgissent.

Moltmann a subi le mal radical qui s'est abattu sur l'humanité. Il a reconnu ce qui, malgré la culture européenne et son enracinement chrétien, n'avait pas su résister. Quand, dans l'immédiat après-guerre, il décida de devenir théologien, Moltmann, comme Dorothee Sölle (1929-2003) et Johan Baptist Metz (1928-2019), planta la théologie dans l'histoire, plus radicalement qu'aucun de ses prédécesseurs. Ce qui continuait de bouleverser le monde était matière à penser Dieu, en partant de ce que les Écritures révèlent de Lui et de Sa promesse. L'histoire sainte n'était plus un passé figé, normatif, mais le socle d'une herméneutique de l'action de Dieu dans la force de son Esprit. Sa promesse était, une fois pour toutes, passée par la croix du Christ et dessinait ainsi la forme unique de notre espérance, celle qui permet d'ouvrir un avenir à l'humanité et à la Création tout entière, en passant par la porte étroite du souci de tout le vivant. On oublierait vite aujourd'hui de quel abîme est sortie une telle espérance. En France, il faudrait se tourner vers un Éloi Leclerc (1921-2016) pour sentir à quelle profondeur s'enfonce ce souffle de la foi qui inspira ses écrits spirituels. Si nous souffrons d'anxiété à l'idée d'envisager l'avenir de la planète et de la vie sur Terre, cette génération a expérimenté dans sa chair la puissance de la mort. Auschwitz, Hiroshima, Hamburg. Les théologiens des années 1960, faut-il le rappeler, ont traversé l'épreuve de la Deuxième Guerre mondiale. Gutierrez et Segundo appartiennent à la même génération. À quoi l'histoire qu'ils ont traversée, et qui a fait d'eux des survivants plus encore que des témoins, les a-t-elle rendus attentifs, et que, à reléguer leur théologie à l'arrière-garde, nous risquons de ne pas voir ? Quelle collusion se joue entre le mal, le politique et le religieux, dont libère la proclamation de l'Évangile ?

S'engager dans la théologie au sortir des années 1950 répondait à une détermination de l'être, un engagement politique et spirituel, simultanément. Il n'était plus *permis* de croire après les atrocités de la guerre, entendait-on alors asséner. La foi était non seulement déraisonnable, mais, en définitive, tournée contre l'humanité, nourrissant le déni de la condition humaine. De Dieu, l'histoire récente avait enfin révélé l'impuissance. Il ne s'agissait pas seulement de renouveler le concept de Dieu après Auschwitz (Jonas, 1984), mais d'éliminer la possibilité de croire en raison de l'impossibilité d'espérer que la guerre aurait définitivement prouvée. Il y avait comme une injonction métaphysique et morale à ne plus croire, comme si la foi n'était qu'une faiblesse de l'esprit, une retraite hors de l'engagement dans le monde. Cette attaque en règle contre la religion chrétienne était-elle toutefois sans fondement historique ? L'on a certes compté, pendant la guerre, des hommes et des femmes d'honneur, anonymes ou occupant des positions influentes, parmi les chrétiens. Il y eut bien des déclarations fortes, telles que celle de K. Barth,

dès 1934, avec la « Déclaration théologique de Barmen », ou celles des réseaux résistants de la théologie française, avec Pierre Chaillet, Gaston Fessard et Henri de Lubac, pour ne citer qu'eux. Mais sans tenter de procès faciles, il faut reconnaître – avec ces générations de théologiens d'après-guerre – que ni les catholiques ni les réformés n'ont trouvé dans leur foi, dans le magistère de l'Église, ou dans la pratique religieuse les ressources suffisantes pour entrer en résistance. Ce qui frappa ces théologiens, après ceux qui avaient déjà traversé la Première Guerre mondiale (Chenu, Congar, Lubac, Barth, parmi d'autres), c'était le délabrement moral et l'effondrement spirituel de l'Europe contre lesquels quinze à seize siècles de christianisme n'avaient pas prévalu. Alors qu'on entend aujourd'hui beaucoup remettre en cause les renouvellements introduits dans la vie et les théologies des Églises au cours du second vingtième siècle, on oublie l'histoire qui a conduit à percevoir la nécessité de ces changements. On ne comprend rien aux bouleversements de la vie chrétienne, venus de l'intérieur, si l'on n'a pas en mémoire l'état de choc de l'après-guerre. La faillite morale de l'Europe a suscité une vague de projets de réforme de la démocratie, de la société, de ses cultures et de ses Églises. L'accusation parfois portée aujourd'hui contre ces mouvements réformateurs internes à l'Église comme ayant cédé à un quelconque « esprit du monde » cache le diagnostic qu'a posé une génération de chrétiens qui avaient constaté les errements de leur hiérarchie, et des fidèles, et les impasses d'une théologie qui, à force d'abstraction et par défaut conceptuel, n'avait pas vu le mal qui se déchainait sous leurs yeux. On ne veut plus guère d'une théologie critique envers les Églises, mais à céder à cette facilité, on risque fort de ne pas déceler ce qui sans cesse nous attire à défaire l'œuvre de l'Esprit dans l'Église. Moltmann, avec d'autres, eut à cœur de faire en sorte que la religion ne fût plus l'opium du peuple, ce qui l'empêche de voir où il est conduit. La foi jouait un rôle critique, prophétique et novateur. Cette inversion du rôle et de la valeur sociale de la religion, de garante d'un ordre à lanceuse d'alerte, pour le dire en termes contemporains, est loin d'avoir été acceptée, et d'autant plus aujourd'hui, à un moment où les bases de nos sociétés vacillent de nouveau et où les Églises traditionnelles ont vu leur place et leur influence sociales quasi disparaître.

Une question de fond se pose, sur laquelle le prochain colloque des RSR, du 5 au 7 novembre, « Les métamorphoses du théologico-politique ? », ne cessera de revenir. Veut-on privilégier les fonctions sociales de « la religion » ou laisser agir le ferment évangélique, auquel aucun ordre social humain ne se conforme, car le « Royaume de Dieu » n'est pas de ce monde, « mais il vient » ? Il y a donc, pour le christianisme, une manière paradoxale de situer la foi par rapport aux questions politiques, qui n'attend pas du politique qu'il l'incarne, mais ne se résout pas

pour autant à abandonner les questions de la vie publique car c'est vers l'humanité que Dieu vient, pour avoir entendu le cri de sa souffrance face à l'oppression.

Faire de la théologie une matière politique, sociale et commune fut une manière de sortir les Églises de l'aveuglement face aux manipulations politiques que les régimes autoritaires et totalitaires leur faisaient subir, mais aussi de leur propre aveuglement. L'aggiornamento du Concile Vatican II, le renouveau théologique et ecclésiologique des Églises réformées tentèrent de répondre au cataclysme moral *et* spirituel des totalitarismes et de la guerre mondiale. Sergueï Boulgakov et Vladimir Soloviev, parmi d'autres, avaient, d'une certaine manière, ouvert la voie sous la pression de la montée du régime soviétique faisant suite à l'oppression tsariste. Newman, contemporain de ces derniers, avait également beaucoup compté pour les théologiens occidentaux, à faire comprendre l'importance de l'histoire pour la réflexion théologique. Les idéologies dévastatrices qui irriguèrent l'Europe étaient pourtant largement restées absentes de la critique des théologiens. On se préoccupait de développer une apologétique à l'encontre du marxisme et de l'athéisme, mais on ne se soucia guère de réfuter le racisme et l'antisémitisme, bien ancrés dans les mentalités ecclésiales, encore moins l'eugénisme, plus inquiétant qu'un darwinisme mal compris des élites chrétiennes. Les questions qui se posaient alors, tant en politique qu'en éthique, semblaient trop éloignées de la formation ordinaire du clergé et, dès lors, de sa prédication. Ce déficit de prise en compte des « réalités avant-dernières » convoqua en conscience ces théologiens à refonder la manière de faire la théologie et ses principaux concepts. En s'ouvrant aux questions sociales et politiques, la théologie pivotait sur elle-même en se renouvelant à l'étude des Écritures, profondément remaniée depuis plus d'un siècle, et, pour les catholiques à tout le moins, en puisant dans la tradition théologique des Pères pour énoncer le mystère de Dieu et la foi de l'Église, en dehors d'un cadre néoscolastique figé.

S'il n'est pas difficile de repérer aujourd'hui, à plus de soixante ans de distance, quels ajustements sont nécessaires et quels nouveaux bouleversements sont à risquer, réduire le profond renouvellement de la théologie après la Deuxième Guerre mondiale à une alternative entre « tradition » et « rupture » ou à un iconoclasme élitiste qui aurait négligé les dévotions populaires risque fort de nous reconduire à des théologies qui oublient les situations par lesquelles le mal fait son œuvre dans l'histoire, à laquelle tous, chrétiens ou non, nous émargeons. L'enseignement de tous les derniers papes depuis Jean XXIII n'a pas manqué – dans la ligne de certains de leurs prédécesseurs avec, par exemple, *Rerum Novarum* et *Mit brennender Sorge* – de lier à la question cruciale du salut de l'humanité

les questions humaines : bioéthique, fins de vie, économie, écologie, intelligence artificielle, promotion de la paix. La liste n'est pas exhaustive, et ce serait manquer à l'exercice du discernement théologique de ne pas reconnaître les sujets nouveaux qui surgissent aujourd'hui. On s'en voudrait de regarder ailleurs pour comprendre où et comment se joue notre responsabilité face à Dieu, qui œuvre à notre salut et, pour que ce salut se réalise pour nous, fait alliance avec nous. S'esquisse ici un critère de discernement des questions théologiques qui comptent pour que le travail des théologiens, hommes et femmes, soit une aide à celles et ceux qui exercent la charge de pasteurs et, plus largement, aux fidèles. Le comité de rédaction des RSR inscrira à son agenda une réflexion sur le sens et la fonction de la ritualité, notion largement mobilisée aujourd'hui dans les débats. Il nous faudra également reprendre des dossiers traités à la fin des années 1990 par Joseph Moingt puis Pierre Gibert, sur les fins dernières, la question eschatologique ayant été largement au programme de la réflexion coordonnée dans la revue par Christoph Theobald. On la retrouvera dans ce numéro par la profonde réflexion qu'accorda Moltmann à l'espérance.

Christophe Chalamet, de l'université de Genève, nous fait entrer dans ce dossier par un article qui situe l'œuvre de Moltmann dans la théologie réformée et nous fait comprendre la primauté de l'espérance qui la traverse. Ce sera ensuite le tour de Jean-Louis Souletie, de l'Institut Catholique de Paris, de dresser le panorama de la théologie de Moltmann et d'interroger la fonction qu'y joue la Trinité, en tant que modèle politique et communionnel. Pour Moltmann, la théologie de l'espérance, formée par la théologie de la Croix qu'il élabore au fil du temps, irrigue l'impulsion écologique, dont il fut l'un des pionniers. Claire-Anne Baudin, des Facultés Loyola Paris, nous sert ici de guide éclairée dans la compréhension de ce mouvement propre à Moltmann. On lira ensuite avec intérêt l'étude de Jean-Pierre Thévenaz, pasteur et théologien, l'un des traducteurs en français de Moltmann, sur les expériences ecclésiales de transformation que la pensée de Moltmann permet. Ce même versant pratique se retrouvera dans un article rédigé à deux, par Naomi Thurston, professeure à la Chinese University of Hong Kong, et Li Haoyu, doctorant à cette même université, sur la réception de Moltmann en Chine.

Nous retrouverons ensuite les bulletins « Théologie de la création et des sciences », de François Euvé, et « Théologie sacramentaire », d'Étienne Grieu.

La rédaction des RSR se réjouit de vous retrouver prochainement pour le colloque « Les métamorphoses du théologico-politique ? » dont les informations vous sont rappelées dans ce numéro et sur notre site

internet. Les sujets d'actualité dans l'Église ne manquent pas, et la France s'apprête à accueillir le pape Léon XIV, alors que nous bouclons ce numéro. Si les RSR ne se donnent pas pour mission de commenter à chaud ce qui se passe, il est certain que ce nouveau pontificat nourrit déjà notre réflexion et apparaîtra, sous une forme ou une autre, dans nos pages.